

LES DIMENSIONS ARCHITECTURALES ET CIVILISATIONNELLES DES MOSQUÉES EN DÉBAT À ORAN

Le choix des artisans et de la décoration, un impératif

L'importance de l'aspect décoratif ainsi que l'habillage qui constituera la dernière étape dans la réalisation de la grande mosquée Abdelhamid-Ibn-Badis furent l'une des grandes exigences du président de la République lors de sa dernière visite à Oran, en août 2007, au chantier.

Ce jour-là, il avait vivement conseillé aux chargés du projet et à leur tête le ministre des Affaires religieuses de se référer au travail réalisé par les artisans de Nedroma et pourquoi pas leur confier le travail en question. Dès lors, chacun s'affaire à satisfaire au mieux les goûts du chef de l'Etat.

A cet effet, un colloque international sur les dimensions architecturales et civilisationnelles des mosquées en Algérie a été organisé, samedi dernier, par le ministère des Affaires religieuses, avec la contribution de l'université Mohamed-Boudiaf. Une importante délégation ministérielle a pris part à l'ouverture de ce premier colloque, à leur tête le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, les ministres de la Formation et de l'Enseignement professionnels, de l'Habitat et le secrétaire général des PME/PMI.

Pour sa part, Abdelah Ghoulamallah estime que l'habillage de la mosquée doit être

réalisé de sorte qu'elle ait son empreinte civilisationnelle et se placer ainsi au rang d'un patrimoine de grande envergure. L'occasion, dit-il, est de suivre les idées et autres connaissances dans le domaine architectural et décoratif des savants et scientifiques que nous allons suivre attentivement.

Prenant la parole, Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat, après avoir dressé un long historique des différentes réalisations architecturales s'agissant des mosquées à travers les différentes civilisations, fera remarquer qu'à son indépendance, l'Algérie a vu la construction d'une multitude de mosquées ; toutefois dans une sorte d'anarchie architecturale. D'où, note-t-il, « la nécessité de respecter les normes de construction et se référer à l'architecture maghrébine et algérienne ». La contribution de son ministère consiste, dira El-Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement

professionnels, en « la disponibilité de la main-d'œuvre. Celle-ci, ajoute-t-il, pourra également bénéficier d'une formation dans le domaine en question et contribuer ainsi à l'édification d'une telle œuvre architecturale ». Toutefois, il a recommandé l'alliage entre l'authenticité et la modernité pour une architecture qui se complète.

« L'Algérie compte 31 chambres d'artisanat et pas moins de 100 000 artisans », dira le secrétaire général des PME/PMI qui, tout en reconnaissant que les PME/PMI ne parviennent pas souvent à réaliser de grands projets, « il est toujours utile de les encourager », précisera-t-il.

L'idée de la construction de la mosquée Abdelhamid-Ibn-Badis, dont l'assiette est située au rond-point de la cité Djamel, à l'est de la ville d'Oran, date de février 1971, ce n'est qu'en 1995, que le projet fut inscrit au programme de l'Etat.

Les travaux, confiés à l'entreprise Batir, suite à un avis d'appel d'offres et portant sur la réalisation des sous-sols sur 16 000 m², avaient démarré le 5 juillet 2000. Néanmoins, et suite à des désaccords, le projet fut confié à une entreprise chinoise. Les tra-

voux concernant la deuxième tranche ont repris en juillet 2006, pour un délai de sept mois. L'on saura que dans sa globalité, la réalisation de ce projet est évaluée à 55 milliards de dinars.

La mosquée sera dotée d'un centre des arts islamiques de 5 500 m², un centre d'enseignement et de recherche de 16 salles, offrant 480 places pédagogiques en post-graduation, et un hôtel de 200 lits pour les résidents et les visiteurs, un centre culturel avec une bibliothèque de 300 places et une salle de conférences de 100 places. La mosquée Abdelhamid-Ben-Badis d'Oran dispose d'une superficie globale de 27 000 m², pouvant recevoir entre 50 000 et 60 000 fidèles.

La coupole de la mosquée, qui s'étend sur un diamètre de 26 m et une hauteur de 46 m portera un lustre de 800 lampes totalisant un poids de 5,5 q, auquel s'ajoutent 200 lustres et 150 projecteurs. Elle sera dotée de 200 ventilateurs, d'un chauffage central et de deux grands ascenseurs. L'accès à l'étage, réservé aux femmes, se fera par deux ascenseurs pouvant transporter entre 50 et 60 personnes chacun. C'est dire l'importance du projet.

A. B.

TIZI-OUZOU

Les habitants du village Ichoukren ne décolèrent pas

La jeunesse de cet important village de la commune de Draâ-El-Mizan est livrée à elle-même. Elle ne dispose même pas d'un minimum de moyens de distraction ni d'un semblant de lieu de rencontres qui pourra rassembler ces jeunes gens et, de ce fait, les mettre à l'abri des mauvaises surprises les guettant chaque jour que Dieu fait. Les habitants d'Ichoukren ne comprennent pas pourquoi les autorités locales ont totalement ignoré leur village alors que d'autres, beaucoup moins importants en densité, ont bénéficié d'infrastructures pour les jeunes, soit un stade, soit un foyer de jeunes, voire les deux.

Ils s'inquiètent pour le devenir de leur progéniture. Le constat fait sur le chômage et donc de l'oisiveté qu'on dit mère de tous les vices, donne entièrement raison à ces gens lorsqu'on sait que leurs enfants sont exposés à tous les maux de la société. La drogue et autres comprimés barbituriques qui se vendaient jadis exclusivement dans les grandes villes sont, à présent, proposés à travers presque tous les quartiers et villages du pays.

Combien de fois les associations et les médias ont-ils tiré la sonnette d'alarme ? Il est encore temps de réagir et d'essayer de trouver des solutions car elles existent. A titre d'exemple, la revendication d'un foyer de jeunes des habitants du village en est une. L'existence d'une maison de jeunes permettrait de sauver des centaines de jeunes des deux sexes. Beaucoup d'entre eux apprendront ou se perfectionneront dans plusieurs domaines tels que l'informatique, la couture et la création de clubs culturels, sportifs (tennis, pétanque...), de théâtre ce qui aidera beaucoup dans la lutte contre le désœuvrement. Des formations sont même possibles dans ces lieux.

Le fait de fournir aux jeunes une formation et une éducation dignes leur offre la possibilité de développer au maximum leurs capacités et leur talent. C'est pourquoi le développement et le digne comportement, qui sont devenus une évidence, doivent indubitablement passer par une bonne éducation et une formation adéquate. A cet effet, un jeune cadre du village a tenu à rappeler à ceux qui l'oublient, que tous les enfants ont des droits. « Ces faibles créatures, dit-il, qui seront un jour appelées à prendre la relève, ont droit à une véritable protection et préparation qui feront d'eux des citoyens productifs et respectables. Les pouvoirs publics ne doivent en aucun cas fuir leurs responsabilités, c'est à eux de réagir. »

Un autre villageois faisant partie du comité local s'étonne : « Nous n'avons bénéficié d'aucun projet et nous ne voyons rien venir, ce n'est pas normal tout ça, pourquoi cet oubli ? » Espérons que cet appel arrivera aux oreilles des concernés car cette jeunesse est une vraie richesse qui se raréfie de nos jours dans certains pays développés.

Slimane S.

HÔPITAL DOCTEUR OKBI DE GUELMA

Un manque flagrant de médecins spécialistes

L'hôpital Docteur Okbi de Guelma, d'une capacité de 240 lits, relevant du chef-lieu de wilaya, reçoit quotidiennement des centaines de patients habitant les régions avoisinantes.

Il est à souligner que cet important établissement hospitalier a fait dernièrement l'objet d'une opération d'aménagement et de rénovation qui a nécessité une importante enveloppe financière, notamment en ce qui concerne le bloc opératoire, les services de pédiatrie et des urgences ainsi que l'installation d'un scanner neuf et du système d'oxygénation.

A en croire nos informations, malgré l'existence de matériel neuf dans ces structures (radios, appareil analyseur de type Coulter, table chauffante pour la pédiatrie et une couveuse pour la maternité), on déplore un manque flagrant de médecins généralistes et spécialistes, notamment en pédiatrie, gynécologie et cardiologie.

B. A.

EN PRÉVISION DU SALON NATIONAL DU CHEVAL À TIARET

Les préparatifs ont déjà commencé

Considérée comme berceau de la race équine, la wilaya de Tiaret s'apprête à accueillir le traditionnel Salon du cheval du 4 au 6 juin prochain, avec cette fois-ci une dimension tout à fait particulière du fait de la variété du programme, du nombre des participants ou encore des objectifs escomptés.

La première réunion de préparation tenue jeudi dernier sous la présidence du wali de Tiaret, en présence du secrétaire général de la Fédération algérienne des sports équestres et de l'ensemble des intervenants, a été consacrée à un débat ouvert où plusieurs propositions liées à l'organisation ont été enregistrées.

En préambule, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur l'importance que revêt l'événement dans la mesure où il permet sans conteste à la capitale des Rostémides de mettre en valeur ses potentialités culturelles, civilisationnelles et touristiques, mais aussi de démontrer son attachement impérieux au cheval perçu comme une fierté de tous les ins-

tants pour les Tiarétis. « On est tenu de réunir toutes les conditions pour faire de ce salon un événement grandiose meilleur que les précédents », a déclaré le wali de Tiaret avant d'ajouter : « L'on fera en sorte que ce salon soit institutionnalisé pour être retenu parmi les fêtes annuelles. »

Le même orateur avait particulièrement insisté sur la mobilisation mais surtout la contribution financière des uns et des autres tant que le montant jusque-là dégagé n'est pas en mesure de couvrir tous les frais. Sachant que plus de 1200 participants, dont une trentaine d'étrangers représentant dix pays, seront présents à ce salon, selon une fiche technique présentée par le représentant de la Fédération des sports équestres, le programme de cette manifestation – placée sous le haut patronage du président de la République – porte sur une panoplie d'activités à l'image de l'équitation moderne et traditionnelle (fantasia), vente de chevaux, expo-vente de sellerie et autres métiers liés au cheval, déclamation de qassida sur le cheval, spectacles artistiques, concours international d'endurance, des épreuves

de saut d'obstacles, exhibition de voltige, des courses hippiques, concours modèle et allure, parade équestre, séminaire vétérinaire, conférence sur l'histoire du cheval, concours de maréchalerie, ainsi que des randonnées équestres permettant entre autres de lancer l'écotourisme, à travers les différentes zones rurales notamment. Aussi, parmi les mesures prises lors de cette séance de travail, l'on citera le lancement des travaux de réhabilitation au niveau de lieux devant abriter les festivités comme le village équestre Khaled Ibn El-Walid, le centre Emir Abdelkader, le haras Chaouchaoua et leur équipement en khaimas et autres moyens jugés nécessaires ainsi que la réservation de la place Mohamed Boudiaf aux expositions. A noter enfin qu'à l'issue de cette première réunion, le chef de la daïra de Tiaret a procédé à l'installation de pas moins de dix commissions présidées chacune par un membre de l'exécutif de la wilaya en attendant les prochaines rencontres d'évaluation de cette première étape de préparation. Nous y reviendrons.

Mourad Benameur

TLEMCEN

Alerte... aux tracteurs

Les zones urbaines ne se distinguent plus de la campagne. Jadis, il fallait faire un tour dans la campagne pour voir un tracteur ou un quelconque engin agricole, mais depuis, les temps ont changé.

En plein centre-ville, on a l'impression de vivre en milieu champêtre : chaussees défoncées, routes boueuses... et tout cela à cause de ces tracteurs avec leurs grosses citernes qui circulent librement en ville.

C'est à croire que la circulation routière n'est régie par aucune loi. Il ne faut pas

du fait qu'ils polluent l'environnement, il est clair qu'un tracteur en ville peut être la source d'accidents, pourtant, à l'heure actuelle, aucune mesure n'a été prise pour interdire l'entrée en ville de ces engins qui ont causé des dégâts considérables au réseau routier refait à neuf.

Dans la commune de Mansourah, ces engins agricoles qui devraient être dans un champ, servent à des rallyes, terrorisant les automobi-

listes et les piétons. Le réseau routier de Tlemcen a été refait et il faut interdire la circulation à ces mastodontes.

Le retard accusé dans la campagne des labours n'est pas seulement dû à un manque de pluie, les petits fellahs ont parfois du mal à trouver un tracteur disponible pour les travaux des champs. Pour l'instant, ces engins incommodes et dangereux circulent librement en milieu urbain.

Faïza B.